

KANTOOR

L A

QUESTION DU TRANSVAAL

Par Raymond TEISSEIRE

AVOCAT

SECRÉTAIRE DE LA SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE DE MARSEILLE



MARSEILLE

SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ

Rue Montgrand, 21

1900

a Monsieur le Docteur Leyd's
hommage de l'auteur

Teitzière

LA QUESTION DU TRANSVAAL ⁽¹⁾

MESSIEURS,

La question du Transvaal, peu connue de la foule il y a quelques semaines, avait depuis longtemps fixé l'attention des diplomates et des géographes. Si un conflit paraissait probable dans l'Afrique Australe, on peut dire que les événements ont devancé les prévisions les plus pessimistes: voilà déjà plus d'un mois que l'état de guerre existe officiellement entre les Républiques Sud-Africaines et la Grande-Bretagne !

Quelles causes ont amené cette guerre ? Dans quelles conditions va-t-elle se poursuivre ? Quelles en seront les conséquences ? Nous allons essayer dans cette conférence de répondre à ces différentes questions. Pour les étudier avec le plus de clarté possible, il est bon de rappeler en quelques mots la géographie de l'Afrique du Sud, puis l'histoire des événements qui s'y sont passés jusqu'au moment où est né le conflit actuel.

I

Les Républiques Sud-Africaines font partie de l'Afrique Australe, c'est-à-dire de cette portion de l'Afrique qui est située entre le Cap de Bonne-Espérance et le dixième degré de latitude sud qui coupe le lac Nyassa. Elle comprend du côté de l'Océan Atlantique le Sud-ouest allemand et la colonie anglaise du Cap ; du côté de l'Océan Indien le restant de la colonie du Cap, le Natal, le Zoulouland et le Mozambique portugais ; à l'intérieur se trouvent les deux Républiques du Sud et les nouvelles et vastes possessions de la Grande-Bretagne.

L'Afrique Australe ne possède que deux grands fleuves, le Zambèze, et l'Orange qui sépare le Cap du « Sud-ouest allemand » et de l'Etat libre d'Orange.

Comme montagnes, on y rencontre une longue chaîne qui suit les côtes à des distances variables et qui forme le contre-fort de hauts plateaux ayant plus de mille mètres d'altitude. De là deux régions et deux climats distincts:—entre la mer et la chaîne de montagne côtière, température douce allant même jusqu'à la chaleur tropicale à mesure

(1) Communication faite dans la séance du 23 novembre 1899.

qu'on remonte à l'équateur; — vers le centre et sur les hauts plateaux qui constituent plus des deux tiers de l'Afrique Australe, ciel inclément et variable. Près des côtes : des vignes et des fruits de toutes sortes; sur les hauteurs : des céréales et d'immenses pâturages. Ces deux régions si dissemblables ont pourtant cela de commun qu'il y existe une saison sèche correspondant à notre hiver, et une saison des pluies qui rend tous ces pays difficiles et avec laquelle les belligérants auront à compter si les hostilités se prolongent au delà de mars prochain.

La Colonie du Cap est la partie de l'Afrique Australe la plus peuplée et la mieux connue. Les noirs de race cafre sont au nombre de sept cent mille; les blancs ne dépassent pas 350.000. Ces derniers comprennent les Européens, pour la plupart Anglais d'origine, venus au Cap pour faire fortune, et les Africanders beaucoup plus nombreux nés dans le pays de parents hollandais, qui sont peut-être destinés à jouer un rôle considérable dans les événements présents.

Le réseau des chemins de fer a été admirablement adapté aux besoins de la colonie. Cape-Town, la capitale, est tête de la fameuse ligne qui passant par Kimberley, doit relier le Cap au Caire. De cette voie principale partent des tronçons secondaires dirigés sur les ports d'East-London et de Port-Elisabeth, et sur les capitales des deux Républiques Sud-africaines. Ce sont des voies de pénétration destinées à favoriser grandement les Anglais au cas où ils prendraient l'offensive.

Le *Natal* forme un immense plan incliné entre la chaîne du Drakensberg, qui le sépare des hauts plateaux du Transvaal, et l'Océan Indien. Comme rivière, la Tugela est la seule qui ait quelque importance. On compte 500.000 noirs Zoulous, race plus forte que les Cafres si indolents du Cap; il y a 50.000 blancs dont plus de la moitié d'origine hollandaise.

Durban avec ses 30.000 habitants est la seule ville à signaler, tant à cause de son port que du chemin de fer qui la met à 24 heures de Prétoria. De Ladysmith se détache une ligne sur l'Etat libre d'Orange.

Le Natal comme le Cap a un gouvernement responsable avec deux chambres élues au suffrage universel des blancs et des noirs. On ne saurait trop louer l'esprit libéral que montre l'Angleterre vis-à-vis de ses deux colonies australes, les laissant s'administrer à leur guise, avec le moins d'immixtion possible de la métropole.

Le *Mozambique* est une colonie portugaise; admirablement placée entre le Transvaal et l'île de Madagascar, elle possède le meilleur port de l'Océan Indien, Lourenço-Marquez. Cette grande ville commerçante étant reliée à Prétoria par le chemin de fer, aura une très grande importance dans la guerre actuelle.

Les deux Républiques Sud-africaines sont entourées par les possessions anglaises et par le Mozambique : le *Transvaal* situé entre le

Limpopo et le Vaal, et l'*Etat libre d'Orange* entre le Vaal et le fleuve Orange. On y compte 850.000 indigènes et 350.000 blancs de race hollandaise. Le sol d'une altitude moyenne de quinze cents mètres est coupé de ravins et de montagnes ; çà et là d'immenses pâturages ; des mines de charbons et d'or au Transvaal, de diamants dans l'Etat libre.

Les villes y sont rares et peu importantes, les Boërs vivant de préférence aux champs, dans des fermes de cinq à six mille hectares ! Prétoria n'a que 15.000 habitants, Bloemfontein 3.000 à peine : et encore ces capitales ont-elles l'aspect de jardins et de parcs parsemés de maisons, traversés par des routes, . . . « rus in urbe » . . .

Par une singulière exception, on trouve pourtant au Transvaal une ville prodigieuse, Johannesburg, cette cité de l'or, peuplée de 130.000 habitants, qui se composait, il y a moins de quinze ans, d'une modeste ferme de paysans perdue dans la solitude des hauts plateaux. C'est le précieux et vil métal qui a suscité ce miracle dont les paisibles Boërs se seraient bien privés, afin de vivre pauvres et tranquilles, à l'abri des convoitises étrangères.

Peuple infortuné et trop riche, que lui réserve l'avenir, à lui, dont le passé a été si tourmenté ?

II

Les premiers Européens qui s'établirent dans l'Afrique Australe furent les Portugais. En 1497, Vasco de Gama double le Cap de Bonne-Espérance et aborde, le jour de Noël, dans un magnifique pays qu'en mémoire de cet anniversaire il appelle « Le Natal ». Les Portugais ne firent du Cap qu'un point de relai sur la route des Indes : leur influence en ces régions devait être précaire.

Cent cinquante ans après Vasco de Gama, vers 1650, les Hollandais débarquent au Cap de Bonne-Espérance. Eux prennent véritablement possession du sol par des établissements agricoles : leurs colons sont des paysans, des *burghers*, qui vont devenir les ancêtres des Boërs. Quelques années plus tard, après la révocation de l'Edit de Nantes, de nombreux protestants français réfugiés en Hollande, vont suivre le mouvement d'émigration vers le Cap et apporter à la colonie nouvelle leur part d'intelligence et d'activité. L'absorption de l'élément français par les Hollandais plus nombreux sera assez rapide ; mais si notre langue s'est perdue, les Du Toit, les Joubert, les Malherbes et d'autres attestent leur origine par des noms de famille bien français.

C'est en 1795 que les Anglais arrivent au Cap, à titre purement temporaire, mais on sait qu'avec eux l'occupation provisoire est celle qui, une fois commencée, dure toujours.

La proclamation de la République indépendante dans la colonie hollandaise du Cap va leur fournir un motif d'intervention. Poussés par la marée révolutionnaire de l'époque et aussi par les abus de la Compagnie hollandaise des Indes, les Burghers se révoltent. La Hollande envahie par les Français ne peut envoyer aucune troupe. C'est alors que le Prince d'Orange, chassé de son pays par nos armées, eut l'imprudente idée de s'adresser à l'Angleterre pour reconquérir la colonie du Cap. L'amiral anglais Ephinstone s'en empare effectivement au mois de septembre 1795 et il la garde jusqu'au traité d'Amiens (1803), qui la restitue à la Hollande. Reprise de possession éphémère pour celle-ci, car, trois ans après, un autre amiral anglais s'installe à la Colonie du Cap, et le traité de Paris va la laisser définitivement à la Grande-Bretagne en 1815. Celle-ci aura mis vingt ans à légitimer une pure situation de fait !

Prudente est la politique anglaise au début surtout de l'occupation : routes à tracer, ports nouveaux à construire. Tout semble devoir tendre vers un but unique : pacifier et absorber les populations nouvellement conquises. Mais au Cap, à côté des noirs indigènes, il y a des blancs d'origine hollandaise qui veulent conserver leur individualité et contre lesquels l'Angleterre va entreprendre une lutte sans merci dès 1835 ; — lutte que nous pouvons diviser en trois phases bien distinctes avant d'arriver au conflit actuel, qui en sera certainement le dénouement.

Les Boërs, on le sait, vivant dans des fermes, s'adonnent à la culture ou à l'élevage : ils ont besoin de la main-d'œuvre indigène. Par l'abolition soudaine de l'esclavage en 1835, l'Angleterre va porter un grand coup aux paysans hollandais, en rendant libres tous ces Cafres déjà si paresseux à l'état de servitude. Plutôt que de s'incliner devant cette réforme à laquelle ils n'étaient pas préparés, les Boërs prennent le parti de fuir vers des pays nouveaux ; ils attèlent leurs lourds chariots, y mettent leurs familles et leurs outils, et poussant chevaux et bétails, ils partent. Ce fut leur première émigration, qu'ils appellent leur premier *treck*. Les uns au Nord passent le fleuve Orange, les autres à l'Est franchissant le Drakensberg, se dirigent vers le Natal.

Dix ans plus tard, la Grande-Bretagne veut annexer à la colonie du Cap les pays d'Orange et du Natal, qu'elle déclare lui appartenir au moyen d'un procédé de discussion ingénieux : les Boërs n'ont pas cessé d'être sujets de la reine malgré leur exode, et par voie de conséquence les nouvelles contrées occupées par eux sont devenues territoire anglais. Mais les malheureux burghers n'acceptent point ce raisonnement et se livrent à un second *treck*. Les Orangistes vont plus au Nord, au-delà du Vaal, fonder le Transvaal, et conduits par Prétorius les Hollandais du Natal se joignent à eux. Ils organisent leur nouvelle patrie en République avec une solide armée, si bien qu'en

1852, par la convention de Sander-River, l'Angleterre reconnaît l'indépendance du Transvaal et deux ans plus tard celle de l'Etat libre d'Orange. Seulement, comme il est de tradition qu'à chaque traité l'Angleterre conserve un avantage, elle annexa d'une façon définitive le riche pays du Natal, cette Italie de l'Afrique Australe.

Ce n'est qu'après 1870 que la lutte va recommencer plus âpre contre les Boërs. Les hommes d'Etat anglais rêvent d'un immense empire sud-africain d'un seul tenant, et la découverte de mines diamantifères doit exciter singulièrement leur appétit colonial !

En 1872, annexion de Kimberley au détriment de l'Etat libre d'Orange ; puis celle des pays cafres entre le Cap et le Natal. On songe alors à Londres à s'emparer du Transvaal pour empêcher cette République d'établir un chemin de fer sur Lourenço-Marquez, ce qui devait nuire à la ligne anglaise de Durban à travers le Natal. C'est en 1877, que brusquement le Transvaal est réuni à la colonie du Cap et qu'on vend à l'encan le matériel du chemin de fer projeté !

Ces mesures iniques réveillent le patriotisme des Boërs. Dès 1880, le triumvirat Krüger-Joubert-Prétorius s'est constitué pour sauver le pays. Gladstone alors, dans l'opposition libérale, semble favoriser ce mouvement d'indépendance, qu'il combattra devenu premier ministre. La guerre est déclarée : elle est désastreuse pour les Anglais. Le général Colley est mis en déroute et massacré avec une nombreuse troupe dans les défilés de Majuba. A la suite de ces défaites, Gladstone a la sagesse de traiter : il reconnaît par la convention du 23 mars 1881 l'existence des Républiques sud-africaines, mais sous la suzeraineté de la Grande-Bretagne. Les Boërs ne se déclarent point satisfaits. Krüger part en 1884 pour l'Angleterre et il obtient le traité de Londres dans lequel la suzeraineté anglaise n'est plus mentionnée. Il passe en même temps des traités de commerce avec l'Allemagne, la France et d'autres puissances. Les Boërs obtiennent du Portugal son adhésion au fameux chemin de fer mettant Prétoria à 500 kilomètres de Lourenço-Marquez.

Encore une fois, comme après la période des trecks, la lutte paraît terminée au profit des Républiques Sud-Africaines !

La Grande-Bretagne n'abandonne pourtant pas la partie : les échecs les plus sanglants ne font pas dévier sa ligne de conduite. N'est-ce point grâce à cet esprit de suite, qu'elle a jusqu'ici obtenu de si magnifiques résultats dans sa politique extérieure ?

N'ayant pu réduire par les armes les deux Républiques du Sud, elle va les isoler en s'emparant de tous les pays frontières : quand l'enclave sera absolue, il ne restera qu'à faire appel à la Révolution intérieure pour renverser le gouvernement des Etats libres, au profit d'un protectorat plus ou moins déguisé.

Déjà en 1879 l'Angleterre a conquis le territoire des Zoulous, au prix d'une campagne sanglante où mourut le fils de Napoléon III. Les Républiques perdaient ainsi tout accès possible sur l'Océan Indien.

Pendant l'année 1885 l'annexion du Béchuanaland leur fermait toute expansion vers l'Ouest.

Restaient au Nord des régions immenses formant l'interland de la colonie portugaise du Mozambique. C'est dans cette direction que les Boërs trop inquiétés par les Anglais pouvaient se livrer à de nouveaux trecks. Mais la Grande-Bretagne va s'emparer de tous ces territoires sans limites précises, grâce au génie d'un homme et à la souplesse d'une institution coloniale : j'ai nommé Cécil Rhodes et la Chartered.

Fils d'un pasteur anglais, Rhodes arrive à 18 ans dans l'Afrique Australe pour y guérir ses poumons. D'abord planteur au Natal, il se sent vite attiré vers le pays des diamants à Kimberley, où il va rendre aux compagnies minières le plus signalé des services. Par suite d'un excès de production qui avilit les prix, celles-ci marchent à leur ruine. Rhodes trouve le remède : il a l'idée de réunir en un syndicat unique toutes les compagnies afin de limiter l'extraction du diamant et d'en relever la valeur. Telle est l'origine de sa prodigieuse fortune qui dépasse aujourd'hui 3 millions de livres sterling !

N'ayant plus rien à désirer du côté de la richesse, il se jette alors tout entier dans la politique. Premier ministre au Cap, il rêve d'agrandir au delà de toute mesure les possessions anglaises. Pour y arriver, il a recours à la Chartered, c'est-à-dire à une compagnie à Charte, qui constitue un merveilleux procédé d'acquisition territoriale. Si la Société prospère et si elle arrondit ses domaines, c'est de l'annexion préparée pour la mère-patrie. Si au contraire, la Société fait de mauvaises affaires, c'est une simple faillite qui ne nuira qu'aux porteurs d'actions. Pas de danger au cas d'insuccès ; avantage assuré en cas de réussite !

Grâce à la Chartered l'Angleterre a conquis bonne portion du Matabeleland et toute la Rhodesia, si heureusement située entre l'Etat du Congo et les lacs Nyassa et Tanganyika.

Ces immenses territoires faisaient partie de la colonie portugaise du Mozambique. Le gouvernement de Lisbonne proteste contre cette dépossession inique. Mais l'Angleterre puissante du fait accompli et de la raison du plus fort adresse un ultimatum au Portugal (1890) lui donnant 24 heures pour reconnaître les nouvelles délimitations, menaçant en outre ce malheureux petit Etat du bombardement de sa capitale !

Que devait et que pouvait faire le Portugal, sans l'assistance de l'Europe, bien décidée à ne la point prêter aux faibles ? Il ne lui restait qu'à tout subir sous la seule et platonique réserve de ses droits pour l'avenir !...

Voilà le Nord définitivement fermé au Transvaal ; l'enclave est complète. L'Angleterre va alors essayer de fomentier des désordres intérieurs afin de s'emparer du gouvernement des Etats libres. Ce

qu'elle n'a pu avoir par les armes, elle pense l'obtenir de la guerre civile. Il faut d'abord créer une faction favorable. Depuis la découverte de l'or, quantité d'étrangers, anglais pour la plupart, sont accourus au Transvaal ; leur centre est Johannesburg, cette ville extraordinaire qu'ils ont créée en dix ans. Ils demandent des réformes dont certaines sont équitables ; mais poussés par les impérialistes anglais, ils exigent des droits politiques excessifs, une place prépondérante aux assemblées des Républiques, dans le but d'en devenir les maîtres en tenant la majorité.

A la fin de l'année 1895 les réclamations des Uitlanders sont plus pressantes. Le Transvaal refuse d'élargir les conditions de naturalisation. C'est à ce moment que le docteur Jameson, à la tête d'une troupe toute prête et en armes, passe la frontière pour envahir les Etats libres, pensant y soulever la révolution. Mais le 2 janvier 1896 il est battu et fait prisonnier lui et les siens à Krugersdorp, grâce à la vigilance et à la promptitude des Boërs.

Le coup de force avait échoué. On se rappelle le cri d'indignation unanime des peuples civilisés et la magnifique dépêche de protestation de l'Empereur d'Allemagne au Président Krüger. Ce jour là l'indépendance des Républiques Sud-Africaines parut consacrée par le monde entier. L'Angleterre elle-même, en désavouant Jameson et ses complices, coupables à ses yeux de n'avoir pas réussi, n'avait-elle pas indirectement reconnu l'autonomie des Républiques ?

Par trois fois les Boërs ont conquis leur indépendance ; après avoir fui l'ennemi par les Trecks, ils l'ont vaincu les armes à la main ; et voilà qu'ils viennent d'écraser ces fauteurs de désordre mandés par l'étranger !

Nous arrivons ainsi à la guerre actuelle, suprême effort de la Grande Bretagne !

III

La partie délicate de cette étude consiste dans l'appréciation des événements qui se déroulent à l'heure qu'il est dans le Sud de l'Afrique. Outre qu'il est bien difficile de juger avec impartialité des faits contemporains, l'on se trouve mal placé pour avoir sur une guerre en cours et si éloignée tous les renseignements utiles.

Quelles sont les causes immédiates de la guerre actuelle ?

Dans quelles conditions se poursuit-elle ?

Quelles en seront les conséquences ?

On peut dire que le conflit Anglo-Boër a pour origine des raisons d'ordre politique et économique.

Les Anglais voulant fonder dans l'Afrique australe un immense empire, comparable à celui des Indes, s'efforcent d'y détruire toute

influence étrangère. Le Mozambique portugais aura peut-être son tour. Ils vont en attendant essayer de supprimer les deux Républiques. Il est certain que l'indépendance de celles-ci constitue un obstacle au plan de la Grande-Bretagne. Les colons du Cap et du Natal appartiennent à deux races : les uns sont Anglais ; les autres ont une origine hollandaise. Il s'agit de fusionner ces deux éléments pour former une seule population Sud-Africaine soumise à l'Angleterre. Or, jusqu'ici le rapprochement tenté n'existe qu'à la surface. Les Africanders s'assimilent difficilement. N'est-ce point parce qu'il existe près d'eux un peuple indépendant, ces Boërs si attachés à la liberté, qui conservent et la langue et les mœurs hollandaises dans toute leur pureté ? Aussi voyons-nous la Grande-Bretagne poursuivre d'une façon tenace la ruine de cette petite nation, qu'elle sait être un point de résistance irréductible à ses vastes dessins politiques.

La découverte de l'or a d'autre part bouleversé les conditions économiques des Républiques du Sud. Des villes nouvelles ont surgi et avec elles de nombreux chemins de fer. Des étrangers sont accourus partout formant le parti puissant des Uitlanders, toujours en quête de réformes. Pour eux la richesse du pays réside entièrement dans le sous-sol minier ; quant à la terre ils ne parlent de la faire exploiter qu'au moyen de puissantes machines. Toutes ces nouveautés sont faites pour effrayer quelque peu les descendants des burghers primitifs ; aussi résistent-ils souvent aux exigences des nouveaux venus.

Au seul point de vue économique, bien des griefs étaient cependant fondés. Les tarifs des chemins de fer du Transvaal sont excessifs, cinq fois plus élevés qu'au Cap. La tonne de houille est aussi chère comme prix de transport que comme prix d'achat. La dynamite, cette matière de première nécessité dans un pays de mines, constitue un monopole, d'où ce résultat qu'elle est plus coûteuse que partout ailleurs. L'Etat impose des droits de douanes de 7 à 8 pour cent, bien plus onéreux que dans les colonies anglaises !

Les Boërs auraient dû, semble-t-il, accorder des avantages plus considérables aux étrangers qui ont contribué si grandement à la prospérité du pays. Afin de développer l'industrie et le commerce, certains droits fiscaux pouvaient être abaissés. En octroyant quelques privilèges au moment voulu, peut-être le Transvaal eût-il évité de voir les étrangers solliciter l'appui de l'Angleterre. Les Républiques ont bien fait des réformes, mais trop tard et quand ceux qui les avaient demandées en exigeaient déjà d'autres !

Il est permis de croire cependant que si les Boërs avaient fait preuve de plus de souplesse, ils auraient bien pu retarder le conflit actuel ; mais ils ne l'auraient probablement pas empêché, car à défaut des causes économiques, il restait toujours la grosse question politique, qui poussait la Grande-Bretagne à vouloir la guerre quand même, afin d'imposer sa suzeraineté aux deux Républiques. Sur ce terrain pas de transaction possible : il fallait en venir aux armes !

L'Angleterre ne veut pourtant pas faire le premier pas : elle entame des pourparlers avec le Transvaal sur la loi de naturalisation —, véritable jeu diplomatique qui va durer quatre mois ! Sir Milner, délégué de sa Majesté, et le Président Krüger se réunissent à Bloemfontein en mai dernier. On y discute sérieusement s'il faudra 9 ans ou 5 ans de stage pour devenir citoyen des Etats libres ! Le Président propose une mesure transactionnelle qu'on repousse comme insuffisante : à Londres, journaux et orateurs se livrent aux plus excessives violences ; et Chamberlain, pour parer à toute concession nouvelle, exige qu'une commission anglo-boër ait le droit de modifier les lois des Républiques, ce qui constituait la négation absolue de leur indépendance ! Dès lors, il n'y a plus à négocier : le 11 octobre 1899, Krüger adresse un ultimatum à la Grande-Bretagne. C'est la guerre déclarée !

Dans quelles conditions va-t-elle s'engager pour chacun des belligérants ?

Les Boërs luttent pour défendre le sol de leur patrie et la liberté. Etant chez eux, ils connaissent à fond le pays : ils sont acclimatés aux températures si variables et si rigoureuses des hauts plateaux. Depuis plus de deux siècles nous les voyons guerroyer tantôt contre les noirs tantôt contre les blancs. C'est dire leur bravoure et leur endurance ! Chez eux tous les hommes valides font des soldats : l'armée comprend sans exception les individus de 18 à 50 ans ; ceux qui sont plus jeunes ou plus âgés forment une troupe de seconde ligne. Exercés au manie-ment du fusil dès l'enfance, ils deviennent tous d'excellents tireurs. On leur enseigne à viser d'abord les chefs et les servants d'artillerie pour désorganiser l'ennemi. Armés comme nos troupiers de ligne, les Boërs sont tous à cheval : ils constituent une véritable infanterie montée, ce qui leur donne une extraordinaire mobilité, si favorable aux attaques de flanc. Enfin ils ont à leur tête un grand homme de guerre, qui a donné la mesure de son génie militaire aussi bien dans ses victoires de 1881 que dans la préparation de la campagne actuelle, — le général Joubert.

Les Anglais ont, eux, l'avantage du nombre. Ils ont envoyé au Cap deux corps d'armée de 30.000 hommes chacun ; s'il le faut ils doubleront ce premier effectif. Maîtres de la mer, rien ne les empêche de se ravitailler à l'infini en vivres ou munitions. Leur armement est considérable. Enfin les noirs paraissent plus favorables aux Anglais, auxquels ils doivent l'émancipation, qu'à ces Burghers qui leur imposaient jadis les travaux agricoles les plus durs.

Dans ces conditions, la lutte se présente comme devant être difficile et très longue. Mais finalement n'est-ce point le nombre qui l'emportera ? et tout l'héroïsme de ce petit peuple de 350.000 âmes ne se brisera-t-il pas contre la supériorité des effectifs et la puissance des armements ?

L'intervention de l'Europe pourrait à coup sûr sauver les Répu-

bliques Sud-Africaines; nous pensons qu'elle ne se produira pas aujourd'hui, pas plus qu'elle ne s'est manifestée il y a dix ans, en faveur du Portugal! Nos diplomates sont devenus par trop réservés!

Une autre intervention serait d'un grand poids dans le conflit actuel, — celle des Africanders. Mais entre des raisons de sentiment qui les poussent du côté des Boërs et des raisons d'intérêt qui les attachent à la riche Angleterre, que feront-ils?... Assisterons-nous à un soulèvement général du Cap et du Natal pour l'affranchissement de la race hollandaise?...

Les premiers combats ont été jusqu'ici favorables aux Etats Libres. Leurs armées, prenant une vigoureuse offensive, ont débordé partout sur les frontières anglaises. A l'Ouest, Mafeking et Kimberley sont investis. Le Natal, à l'Est, a été envahi par les troupes républicaines. C'est là que le grand coup a été porté. Après avoir franchi la chaîne du Drakensberg, les Boërs refoulent l'ennemi au-delà de Glencoë, et le 30 octobre dernier, ils infligent aux Anglais une sanglante défaite à Nicholson-Neck. Le général White perd près de deux mille hommes parmi lesquels un nombre considérable de prisonniers; il est obligé de reculer jusqu'à Ladysmith où, avec huit mille soldats, il va subir un long siège qui dure depuis un mois. On a dit que les Boërs savaient vaincre, mais qu'ils ne savaient pas profiter de leur victoire. Méritent-ils ce reproche? N'est-ce point la prudence qui les pousse à ne pas poursuivre l'ennemi sur un terrain qu'ils ne connaissent pas? Leur tactique est de ne se battre qu'en un lieu choisi et qu'au moment voulu. En face du nombre ils ont besoin d'économiser leurs hommes!

Qu'elle sera l'issue de la guerre? Il est assez difficile de le prévoir avec quelque certitude. Aussi bien nous paraît-il plus utile d'en étudier les conséquences possibles tant vis-à-vis des belligérants que des autres nations intéressées.

Si l'Angleterre triomphe elle assure sans conteste sa domination dans l'Afrique Australe. Plus de conflits immédiats à redouter entre ses diverses possessions. Mais cette unité amènera-t-elle la fusion des races si désirée? Est-ce qu'au contraire tant de sang répandu ne va pas laisser un germe ineffaçable de discorde et aliéner pour toujours aux Anglais les colons d'origine hollandaise? La Grande-Bretagne aurait peut-être mieux fait de permettre au temps d'accomplir son œuvre. Avec sa force d'expansion prodigieuse et les ressources illimitées de son trafic, elle eût peu à peu pénétré partout et fini par s'assimiler les éléments étrangers. Cette pacifique et plus lente victoire était plus sûre et la mettait pour longtemps à l'abri d'une révolte ou d'un mouvement en faveur de l'émancipation politique.

Dans l'hypothèse où les Boërs auraient le succès, ils assurent définitivement leur liberté, en préparant peut-être à bref délai l'affranchissement du Sud. Avec le Maroc et l'Abyssinie, leurs républiques sont les

seuls pays du continent noir qui conservent l'indépendance. Elles deviennent un des facteurs importants de l'équilibre africain.

C'est aussi vis-à-vis de l'Europe, de la France et du Portugal que la solution de la guerre actuelle peut avoir de très sérieux effets : le triomphe de l'Angleterre offrirait bien des dangers !

Maîtresse par Suez d'une des routes de l'Extrême-Orient, la Grande-Bretagne détiendrait l'autre sans contrôle, en dominant l'Afrique Australe, expurgée de toute nation rivale !

Au point de vue français Madagascar demeurerait isolée de la mère-patrie. Placée à peu de distance de l'immense empire unifié des Anglais, notre grande Ile reste exposée à un coup de main facile.

Quant au Portugal combien se trouveraient menacées ses possessions du Mozambique ! Au moindre signal venu de Londres, quel petit effort il suffirait de faire pour annexer au Cap la baie si convoitée de Delagoa et le territoire de Lourenço-Marquez !

Ces périls qui n'ont rien de chimériques, l'Europe les redoute. Mais peut-on espérer qu'après avoir laissé vaincre la Grèce et dépouiller l'Espagne, elle puisse renoncer à sa politique étroite et par trop recueillie ?

La France ne peut certes agir seule ! Mais pourquoi faut-il qu'absorbée dans de stériles questions intérieures, elle n'ait pas le loisir de se créer une politique étrangère fixe et prévoyante ? Nos diplomates ont-ils pensé en 1896 à profiter des bonnes dispositions de l'Allemagne pour solutionner les questions africaines ?... Cette occasion si favorable se représentera-t-elle jamais ?...

Enfin si portant nos regards plus haut, nous ne songeons qu'à l'Humanité, combien cette guerre doit nous paraître inique et pitoyable !

Voilà deux nations de même race blanche, de même religion chrétienne qui ne craignent pas de s'entre-égorger et cela sous les yeux des noirs chez qui elles prétendent apporter la civilisation !

Qui l'emporte, du crime ou de l'impudence ? Est-ce qu'à un moment donné ces sauvages africains, qui sont le nombre et qui peuvent devenir la force, ne chercheront pas à nous imposer leur barbarie, en usant des mêmes procédés violents, dont ils auront fait l'apprentissage, au cours de cette lutte fratricide qui souillera d'une tache ineffaçable de sang l'aurore du xx^e siècle ?

Raymond TEISSEIRE,

avocat,

Secrétaire de la Société de Géographie.



TYPOGRAPHIE ET LITHOGRAPHIE BARLATIER

Marseille. — Rue Venture, 19.